



N° 11-621-MIF au catalogue — N° 041

ISSN: 1707-0511

ISBN: 0-662-71804-6

## Document analytique

### Analyse en bref

# Les banques étrangères sur le marché canadien

par Christine Hinchley

Division de l'organisation et des finances de l'industrie  
Immeuble Jean-Talon, 10<sup>e</sup> étage, Ottawa, K1A 0T6

Téléphone: 1 800 263-1136



Statistique  
Canada

Statistics  
Canada

Canada



## Les banques étrangères sur le marché canadien

---

Christine Hinchley

**Comité de revue :** Cynthia Baumgarten, John Flanders, Mary Beth Garneau, Christian Houle, Jean Leduc, Don Little, Haig McCarrell, Bill Potter, Art Ridgeway, David Sabourin et Mario Vella

**Contribution spéciale :** Sam Neofotistos

**Rédacteur en chef :** Yvan Gervais

**Publication :** Debi Soucy

**Mai 2006**

N° 11-621-MIF2006041 au catalogue

ISSN : 1707-0511

ISBN : 0-662-71804-6

Fréquence : hors série

Ottawa

**Pour obtenir de plus amples renseignements :**

Service national de renseignements : 1 800 263-1136

Demandes par courriel : [analysisinbrief-analyseenbref@statcan.ca](mailto:analysisinbrief-analyseenbref@statcan.ca)

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2006

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

**Note de reconnaissance**

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

# Les banques étrangères sur le marché canadien

**Christine Hinchley**  
**Division de l'organisation et des finances de l'industrie**

## Sommaire

De nos jours au Canada, il est presque aussi facile de faire affaire avec une banque étrangère qu'avec l'une des principales banques à charte canadiennes.

Les institutions financières déploient leurs activités au-delà des frontières nationales. En effet, les banques canadiennes investissent à l'étranger pendant que les banques étrangères intensifient leur présence au Canada.

En 1999, le gouvernement fédéral a autorisé les banques étrangères à implanter des succursales à service complet au Canada plutôt que de les obliger à constituer des filiales comme par le passé.

De 1997 à 2004, les banques étrangères ont lentement accru leur part du marché au sein du secteur canadien des institutions de dépôts. En 1997, les filiales et les succursales de banques étrangères à service complet représentaient 5,7 % de la valeur des services produits dans ce secteur. Cette proportion a enregistré une tendance à la hausse, pour s'établir à 7,9 % en 2004.

Cet accroissement de la part du marché peut être attribuable en grande partie à la hausse annuelle moyenne rapide de 7,0 % au chapitre de la valeur réelle des services produits par ces intervenants étrangers au cours de cette période de 7 ans.

Les banques étrangères qui ont affiché la croissance la plus rapide étaient concentrées dans des créneaux particuliers, notamment les services de financement des grandes entreprises et des institutions publiques, l'émission de cartes de crédit et les services bancaires en ligne. Collectivement, les banques étrangères ont accru leur part du marché dans le secteur des services de financement des grandes entreprises et des institutions publiques et dans le secteur des services bancaires de détail et des services financiers électroniques.

Les grandes banques canadiennes ont continué de dominer en ce qui a trait aux services offerts par les banques, les sociétés de fiducie, les caisses populaires ainsi que les coopératives de crédit. Au chapitre de la part du marché, les gains réalisés par les intervenants étrangers se sont traduits par des pertes relativement faibles pour les banques canadiennes et les sociétés de fiducie.

Les banques canadiennes ont également enregistré une croissance intéressante en raison de l'acquisition d'autres fournisseurs de services financiers au Canada et de l'intensification de leurs activités à l'étranger. Entre 1997 et 2004, la valeur réelle totale des services produits par les banques canadiennes a augmenté pour atteindre un taux annuel moyen de 1,8 % au Canada. Toutefois, à l'échelle mondiale, ce gain a plus que doublé, s'établissant à 4,8 %.

Dans le cadre de la présente étude, on examine l'évolution des filiales et des succursales de banques étrangères à service complet au Canada de 1997 à 2004. On y étudie aussi la valeur réelle des services produits, c'est-à-dire la valeur corrigée en fonction de l'inflation. La valeur des services produits, celle n'étant pas corrigée en fonction de l'inflation, est semblable au total des revenus déclarés par certaines banques et englobe le revenu net d'intérêts et le revenu autre que d'intérêts. L'étude porte également sur l'actif des institutions financières canadiennes à l'étranger.

## Définitions

Les **institutions de dépôts** (ou intermédiaires financiers de dépôts) sont des institutions financières assujetties à la réglementation fédérale ou provinciale, ce qui leur permet d'accepter les dépôts au Canada. On y retrouve des banques canadiennes, des filiales de banques étrangères, des succursales de banques étrangères à service complet, des coopératives de crédit centrales et locales (y compris les caisses populaires) et des sociétés de fiducie. Ces institutions jouent un rôle d'intermédiaires qui déplacent des fonds entre les prêteurs (déposants) et les emprunteurs, et elles offrent de nombreux autres services financiers.

Les **filiales de banques étrangères** et les **succursales de banques étrangères à service complet** sont les deux seuls autres types d'**institutions bancaires étrangères** au Canada qui acceptent des dépôts. Dans le présent document, elles sont désignées collectivement par banques étrangères ou institutions bancaires étrangères.

Les **filiales de banques étrangères** sont des banques à part entière au Canada appartenant à des sociétés mères étrangères qui les exploitent comme des filiales.

Les **succursales de banques étrangères** sont des succursales exploitées au Canada par des banques étrangères actives à l'étranger. Les succursales de banques étrangères peuvent mener leurs activités au Canada depuis 1999, ce changement ayant été annoncé en 1997. Elles ne détiennent pas tous les pouvoirs d'une filiale bancaire, mais disposent d'autres avantages. Par exemple, elles jouissent d'avantages fiscaux et sont assujetties à une réglementation différente de celle des filiales. Les succursales de banques étrangères à service complet prises en compte dans le présent article sont différentes des succursales dont l'activité se limite aux prêts parce qu'elles acceptent les dépôts. Cependant, contrairement aux filiales, elles ne sont pas autorisées à accepter les dépôts d'une valeur inférieure à 150 000 \$. Cette mesure vise à contrer les activités bancaires de détail. Une succursale de banque étrangère ne correspond pas à une société que l'on désigne couramment comme une « succursale » d'une banque canadienne.

Les sociétés de fiducie canadiennes et étrangères, qui n'appartenaient pas à d'autres institutions de dépôts canadiennes, ont été regroupées avec les banques canadiennes dans le cadre de cette étude. Les sociétés de fiducie représentent une très petite proportion de ce secteur, et le pays de contrôle n'était pas d'emblée disponible dans la base de données utilisée.

La **valeur des services produits** est calculée en additionnant le revenu net d'intérêts et le revenu autre que d'intérêts qui sont les deux principales catégories de revenu des institutions de dépôts. Cette valeur est semblable au revenu total déclaré par certaines banques. La valeur des services produits n'équivaut pas aux bénéfices, car les frais ne sont pas déduits du revenu autre que d'intérêts. La valeur des services produits ne supprime pas les montants relatifs aux provisions pour pertes de crédit ou frais d'impôts. Sur le plan économique, elle correspond à la production brute.

Le **revenu net d'intérêts** correspond au revenu qui subsiste lorsque la totalité du revenu d'intérêts a été perçue auprès des emprunteurs et que tous les frais d'intérêt ont été acquittés auprès des déposants.

Le **revenu autre que d'intérêts** ou « autre revenu » englobe tous les autres types de revenu, notamment les frais rattachés à divers types de services, les commissions, le revenu dégagé sur les opérations et le revenu issu d'opérations de change.

Les données financières reproduites dans le présent document proviennent principalement de l'Enquête auprès des intermédiaires financiers de dépôts de Statistique Canada, de 1997 à 2004, et ne comprennent que les résultats issus des activités menées au Canada. Les données de 2004 figurent dans *Le Quotidien* du 17 novembre 2005, à l'adresse suivante : <http://www.statcan.ca/Daily/Francais/051117/q051117b.htm>. Des données au niveau du secteur sont reproduites dans le tableau CANSIM 182-0001 de Statistique Canada.

Bien que les fournisseurs de services financiers qui n'acceptent pas les dépôts offrent également certains services faisant double emploi avec ceux des institutions de dépôts, notamment des prêts, des services de financement des entreprises, de l'assurance et des services de gestion des placements, ils ne sont pas pris en compte dans l'enquête ou dans le présent article.

Toutes les données financières figurant dans le présent article sont exprimées en dollars canadiens « réels » ou constants de 1997 afin d'éliminer l'effet de l'inflation. L'Indice d'ensemble des prix à la consommation (IPC) a été utilisé à titre de déflateur. Les données de l'IPC proviennent du tableau CANSIM 326-0002. Les taux de croissance sont des taux annuels composés.

## Le secteur des services financiers canadiens dans son contexte

Les changements apportés aux lois et aux règlements au cours des deux dernières décennies au Canada visaient à favoriser la concurrence entre les divers types de fournisseurs de services financiers. Ils ont permis de faire de nouvelles combinaisons de propriétés et d'élargir les activités dans les différentes institutions.

En 1999, le gouvernement fédéral a autorisé les banques étrangères à établir des succursales à service complet au Canada plutôt que de les obliger à créer des filiales comme par le passé. Depuis, bon nombre de filiales de banques étrangères ont été converties en succursales. Certaines banques étrangères sans filiale canadienne ont également implanté des succursales au Canada.

En outre, de nouvelles banques canadiennes ont vu le jour, plus particulièrement dans les services liés aux cartes de crédit, les services bancaires en ligne ou les créneaux sectoriels. L'évolution technologique a contribué à la mise au point de nouveaux services financiers, notamment des services bancaires « virtuels ». Parallèlement, le nombre de coopératives de crédit au pays a chuté de près de la moitié depuis la fin de 1997, principalement en raison des fusions.

Le secteur d'activité national d'aujourd'hui comprend 21 banques canadiennes, 26 filiales de banques étrangères, 19 succursales de banques étrangères à service complet étant actives au Canada, environ 1 200 caisses populaires et coopératives de crédit, ainsi que plus d'une vingtaine de sociétés de fiducie qui acceptent les dépôts et qui sont indépendantes des autres institutions<sup>1</sup>.

## Les institutions de dépôts ont suivi le rythme du PIB national

En 2005, les institutions de dépôts représentaient 3,2 % du produit intérieur brut (PIB) total du Canada<sup>2</sup>. À titre de comparaison, la part de cette industrie est plus élevée que l'ensemble du secteur du matériel de transport et de fabrication de véhicules automobiles.

Cette proportion a peu changé depuis 1997, ce qui signifie que le PIB auquel ont contribué ces institutions a enregistré une croissance correspondant, de façon générale, à celle du PIB réel du Canada. En 2005, les institutions de dépôts représentaient environ la moitié (53 %) du PIB du secteur de la finance et des assurances.

L'actif comptable du secteur des institutions de dépôts est passé de 1,1 billion de dollars en 1997 à 1,4 billion en 2004<sup>3</sup>, c'est-à-dire un taux de croissance annuel moyen de 3,3 % en termes réels.

---

1. Les données bancaires sont tirées du Bureau du surintendant des institutions financières, *Entités réglementées*. Adresse Internet : [www.osfi-bsif.gc.ca/osfi/index\\_f.aspx?DetailID=569](http://www.osfi-bsif.gc.ca/osfi/index_f.aspx?DetailID=569) (site consulté le 6 avril 2006). Les données sur les coopératives de crédit proviennent de la Banque des règlements internationaux, *Statistics on payment and settlement systems in selected countries, figures for 2004*, version préliminaire, tableau 5, janvier 2006, p. 16. Adresse Internet : [www.bis.org/publ/cpss72.pdf](http://www.bis.org/publ/cpss72.pdf) (site consulté le 6 avril 2006); et de la Banque des règlements internationaux, *Statistics on payment systems in the group of ten countries, figures for 1997*, décembre 1998, tableau 5, p. 16. Adresse Internet : [www.bis.org/publ/cpss29.pdf](http://www.bis.org/publ/cpss29.pdf) (site consulté le 6 avril 2006).

2. Statistique Canada, CANSIM, tableau 379-0017 — Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), données annuelles, Canada, en dollars constants de 1997 (consulté le 6 avril 2006). Pour ce calcul, on a utilisé le groupe d'industries « Autorités monétaires et intermédiation financière par le biais de dépôts » (SCIAN 521 et 5221) qui est presque identique à celui visé par l'Enquête auprès des intermédiaires financiers de dépôts.

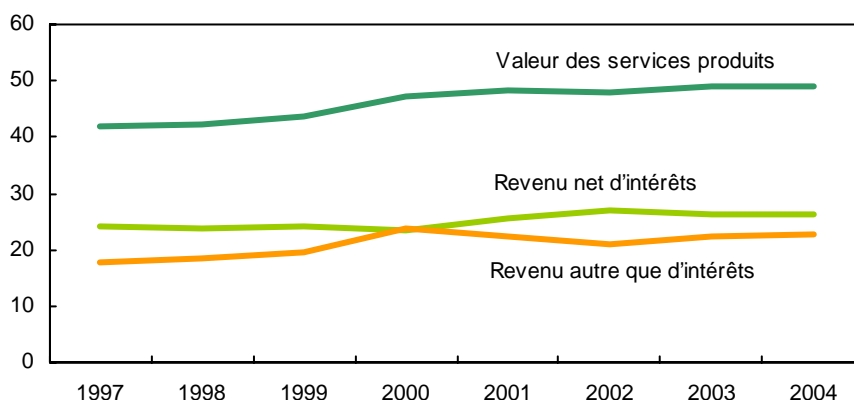
3. Statistique Canada, CANSIM, tableau 187-0001 — Bilan et état des résultats, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), trimestriel. On a additionné le SCIAN 5221

En outre, au cours de cette période de sept ans, la valeur des services réels produits par le secteur des institutions de dépôts a augmenté, passant à un taux de croissance annuel moyen de 2,3 %, en hausse à chaque année, sauf en 2002. Ces services ont totalisé tout juste un peu moins de 49,2 milliards de dollars en 2004.

Le revenu autre que d'intérêts a enregistré un taux de croissance moyen plus élevé durant cette période (+3,6 % annuellement) que le revenu net d'intérêts (+1,2 %). Cependant, la croissance du revenu net d'intérêts a contrebalancé les résultats plus faibles du revenu autre que d'intérêts en 2001 et 2002.

### Croissance constante de la valeur réelle des services produits par le secteur des institutions de dépôts

en milliards de dollars de 1997



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 182-0001, Enquête auprès des intermédiaires financiers de dépôts : banques à charte, sociétés de fiducie, caisses populaires et coopératives de crédit, données annuelles. L'IPC d'ensemble (CANSIM, tableau 326-0002) a été utilisé pour exprimer les données en dollars constants de 1997.

### Les banques étrangères ont enregistré la croissance la plus rapide

La valeur réelle des services produits au Canada par les filiales et les succursales de banques étrangères a augmenté à un rythme beaucoup plus rapide que la valeur des services produits par les institutions de dépôts canadiennes. En fait, les institutions bancaires étrangères ont contribué au cinquième de la croissance de ces services entre 1997 et 2004, et ce, même si elles représentaient seulement 5,7 % de la valeur de ces services en 1997.

En 2004, la valeur des services produits par les banques étrangères a atteint près de 3,9 milliards de dollars, affichant un taux de croissance annuel moyen de 7,0 % par rapport à 1997. Ce taux est trois fois plus élevé que celui de seulement 2,3 % observé pour l'ensemble des institutions de dépôts.

(Intermédiation financière par le biais de dépôts), et le SCIAN 5223 (Activités liées à l'intermédiation financière). Cette industrie jumelée est presque identique à celle visée par l'Enquête auprès des intermédiaires financiers de dépôts. Les montants de décembre ont été convertis en prix constants de 1997.

La croissance des institutions bancaires étrangères a été dominée par les services rapportant un revenu autre que d'intérêts, lequel a progressé en moyenne de 8,7 % par année durant cette période de sept ans. Par ailleurs, les services générant un revenu net d'intérêts ont enregistré une hausse de 5,2 %.

### Valeur réelle des services produits (VSP) selon le type d'institution

Type d'institution	VSP		Variation absolue	Taux de croissance annuel composé
	1997	2004	1997 à 2004	1997 à 2004
	en millions de dollars			%
Banques canadiennes et ensemble des sociétés de fiducie	34 609	39 330	4 721	1,8
Caisses populaires et coopératives de crédit	4 994	5 972	977	2,6
Filiales et succursales de banques étrangères	2 412	3 862	1 450	7,0
<b>Total</b>	<b>42 015</b>	<b>49 163</b>	<b>7 148</b>	<b>2,3</b>

**Source :** Statistique Canada, Enquête auprès des intermédiaires financiers de dépôts : banques à charte, sociétés de fiducie, caisses populaires et coopératives de crédit.

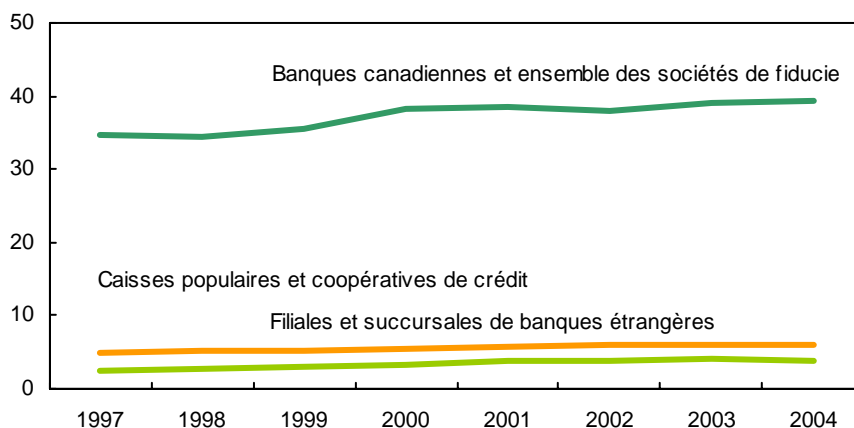
Les caisses populaires et les coopératives de crédit ont produit des services d'une valeur de près de 6,0 milliards de dollars en 2004, ce qui représente une hausse annuelle moyenne de 2,6 % par rapport à 1997. Ces services ont augmenté de façon constante au cours de cette période.

L'ensemble des banques canadiennes et des sociétés de fiducie ont enregistré le taux de croissance le plus lent en ce qui a trait aux services produits, c'est-à-dire seulement 1,8 % en moyenne. Toutefois, en 2004, la valeur de ces services a dépassé les 39,3 milliards de dollars, de sorte que l'augmentation de la valeur réelle en dollars équivalait à plus de 4,7 milliards de dollars. Leurs services générant un revenu autre que d'intérêts ont augmenté en moyenne de 3,2 % par année, ce qui représente cinq fois le taux de croissance du revenu net d'intérêts qui est de seulement 0,6 %. Ces hausses sont principalement attribuables aux banques canadiennes.

Depuis le début des années 1990, de nombreuses sociétés de fiducie ont vendu ou converti la totalité ou une partie de leurs activités à d'autres institutions de dépôts, notamment des banques canadiennes ou, dans certains cas, à l'extérieur du secteur des institutions de dépôts. La valeur réelle des services produits par les sociétés de fiducie indépendantes (qui n'appartenaient pas à d'autres institutions de dépôts) a diminué depuis 1997. En 2004, elle ne représentait qu'environ 1 % de la valeur des services produits par l'ensemble des intermédiaires de dépôts. Les banques canadiennes ont accru leur part du marché par rapport aux sociétés de fiducie en procédant à ces fusions et à ces acquisitions. Le présent article regroupe des sociétés de fiducie indépendantes et des banques canadiennes.

### Les banques canadiennes et les sociétés de fiducie continuent de dominer le marché canadien

en milliards de dollars de 1997



Source : Statistique Canada, Enquête auprès des intermédiaires financiers de dépôts : banques à charte, sociétés de fiducie, caisses populaires et coopératives de crédit. L'IPC d'ensemble (CANSIM, tableau 326-0002) a été utilisé pour exprimer les données en dollars constants de 1997.

### Les concurrents étrangers ont accru leur part du marché

Les banques canadiennes et les sociétés de fiducie ont continué de dominer le secteur, ayant produit 80,0 % de la valeur réelle des services en 2004. Il s'agit d'une proportion légèrement inférieure à celle de 82,4 % obtenue en 1997.

La part du marché détenue par les caisses populaires et les coopératives de crédit est demeurée stable à environ 12 % au cours de cette période. La part du marché perdue par les banques canadiennes et les sociétés de fiducie est passée aux banques étrangères.

En 1997, les filiales et les succursales de banques étrangères à service complet comptaient pour 5,7 % de la valeur réelle de tous les services; en 2004, ce pourcentage avait augmenté pour se fixer à 7,9 %.

Les institutions bancaires étrangères ont accru leur part du marché des services qui produisent un revenu net d'intérêts (+1,6 point de pourcentage) et un revenu autre que d'intérêts (+2,6 points de pourcentage). Ces hausses sont importantes par rapport à leur part totale du marché détenue en 1997.



**Part du marché selon le type d'institution, Canada**

Type d'institution	Revenu net d'intérêts			Revenu autre que d'intérêts			Valeur des services produits		
	Part du marché		Variation	Part du marché		Variation	Part du marché		Variation
	1997	2004	1997 à 2004 <sup>2</sup>	1997	2004	1997 à 2004 <sup>2</sup>	1997	2004	1997 à 2004 <sup>2</sup>
	%								
Banques canadiennes et ensemble des sociétés de fiducie	79,6	76,5	-3,1	86,1	84,0	-2,1	82,4	80,0	-2,4
Caisses populaires et coopératives de crédit	15,3	16,8	1,5	7,3	6,8	-0,5	11,9	12,1	0,3
Filiales et succursales de banques étrangères	5,1	6,7	1,6	6,5	9,1	2,6	5,7	7,9	2,1
<b>Total<sup>1</sup></b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>0,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>0,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>0,0</b>

1. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

2. La variation entre 1997 et 2004 pourrait être différente du nombre présenté dans cette colonne en raison de l'arrondissement.

Source : Statistique Canada, Enquête auprès des intermédiaires financiers de dépôts : banques à charte, sociétés de fiducie, caisses populaires et coopératives de crédit.

**Un petit nombre de banques étrangères ont dominé la croissance**

L'accroissement de la part du marché des banques étrangères est encore plus révélateur lorsque l'on considère que seulement quelques filiales et succursales de banques étrangères dominent le groupe sur le plan de la taille.

Six de ces institutions bancaires ont engendré plus de 80 % de la valeur des services produits par les filiales et les succursales de banques étrangères au Canada en 2004, comparativement à un peu plus de la moitié en 1997. La plupart de ces institutions ont connu une croissance annuelle moyenne d'au moins 10 % de 1997 à 2004 au chapitre de la valeur des services produits.

En général, les institutions bancaires étrangères offrant des services de cartes de crédit et d'autres services financiers électroniques, ainsi que certaines qui se spécialisent dans le financement des entreprises et des institutions, ont connu la plus forte croissance. Les fusions et les acquisitions ont favorisé la croissance d'autres institutions.

La faiblesse des taux d'intérêt au cours des dernières années a favorisé l'essor des prêts à la consommation, dont font partie les cartes de crédit. L'activité liée aux cartes de crédit est surtout concentrée dans les services financiers électroniques. La valeur de ces services pour l'ensemble du secteur des institutions de dépôts a grimpé, ayant augmenté en moyenne de 8,7 % par année depuis 1997.

Certains participants étrangers sont relativement petits sur le plan de la taille, mais ils deviennent de plus en plus importants grâce à une croissance constante et rapide.

## Le financement des entreprises et des institutions : les meilleurs gains

L'Enquête auprès des intermédiaires financiers de dépôts permet de recueillir des données financières selon cinq gammes d'activités courantes. Le présent article rassemble ces gammes d'activités en trois groupes.

Au cours de la période de sept ans, les filiales et les succursales de banques étrangères ont accru leur part du marché au chapitre du financement des entreprises et des institutions ainsi que du groupe regroupant les services bancaires de détail et les services financiers électroniques. Leur part du marché au sein de l'autre groupe — les services de gestion de trésorerie, les services bancaires d'investissement et les services fiduciaires — est demeurée relativement stable par rapport à 1997.

C'est à l'égard de la valeur des services de financement des entreprises et des institutions que les banques étrangères ont enregistré l'accroissement de la part du marché le plus important. En 2004, elles ont accaparé près du quart (24,6 %) de ce marché, en hausse par rapport à 18,4 % en 1997 (excluant les caisses populaires et les coopératives de crédit)<sup>4</sup>. Par définition, cette hausse de 6,2 points provient des banques canadiennes et des sociétés de fiducie, dont la part du marché a chuté de 81,6 % à 75,4 %.

Cette hausse correspond à la création de nouvelles succursales de banques étrangères qui se spécialisaient dans le financement des entreprises et des institutions au cours de la période à l'étude. Elle coïncide également avec un déplacement du financement des entreprises par prêts conventionnels vers une plus grande utilisation des mécanismes de financement négociés sur les marchés financiers<sup>5</sup>. Les institutions spécialisées dans certains créneaux qui possèdent l'expertise de ces marchés ont été en mesure d'élargir leurs activités au Canada.

Les banques étrangères ont également accru leur part du marché au chapitre de la valeur des services bancaires de détail et des services financiers électroniques. Elles ont accaparé 8,7 % de la valeur de ces services en 2004, en hausse par rapport à 5,7 % en 1997.

La hausse de 3 points a surtout été attribuable aux filiales de banques étrangères dans leur ensemble. Depuis 1999, l'établissement de nouvelles succursales de banques étrangères n'a pas contribué, de façon générale, à l'accroissement de la part du marché des banques étrangères au chapitre des services bancaires de détail et des services financiers électroniques. Les restrictions imposées à l'égard des dépôts signifient que les succursales de banques étrangères n'offrent généralement pas de services bancaires de détail aux particuliers, bien qu'un petit nombre d'entre elles fournissent des services de cartes de crédit. À l'heure actuelle, peu de succursales déclarent d'autres services financiers électroniques distincts.

---

4. Cette section ne traite pas des caisses populaires et des coopératives de crédit, étant donné que leurs données estimatives selon la gamme d'activités sont moins fiables. La part du marché des caisses populaires et des coopératives de crédit devrait être relativement faible et stable par rapport au reste du secteur. La plupart de ces institutions sont actives dans les services bancaires de détail et les services financiers électroniques.

5. Voir Christian Calmès, « *Regulatory Changes and Financial Structure: The Case of Canada* », document de travail vol. 26, Banque du Canada, p. 4 et 5, 2004; et Charles Freedman et Walter Engert, « L'évolution financière au Canada : tendances passées et défis futurs », *Revue de la Banque du Canada*, été 2003, p. 3 à 18.

**Part du marché de la valeur réelle des services produits selon la gamme d'activités,  
Canada, 1997 et 2004<sup>1</sup>**

Type d'institution	Services bancaires de détail et services financiers électroniques			Financement des entreprises et des institutions			Services de gestion de trésorerie, services bancaires d'investissement et services fiduciaires		
	1997	2004	1997 à 2004	1997	2004	1997 à 2004	1997	2004	1997 à 2004
	%								
Banques canadiennes et ensemble des sociétés de fiducie	94,3	91,3	-3,0	81,6	75,4	-6,2	94,6	94,8	0,2
Filiales et succursales de banques étrangères	5,7	8,7	3,0	18,4	24,6	6,2	5,4	5,2	-0,2
<b>Total<sup>2</sup></b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>0,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>0,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>0,0</b>

1. Ce tableau ne comprend pas les caisses populaires et les coopératives de crédit dans les totaux du marché parce que leurs données selon la gamme d'activités ne sont pas assez fiables.

2. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Source : Statistique Canada, Enquête auprès des intermédiaires financiers de dépôts : banques à charte, sociétés de fiducie, caisses populaires et coopératives de crédit.

### Définitions des gammes d'activités

L'Enquête auprès des intermédiaires financiers de dépôts permet de recueillir des données financières réparties d'après cinq gammes d'activités courantes. Certaines de ces activités ont été regroupées dans le présent article.

Les **services bancaires de détail** (banques à charte, sociétés de fiducie, caisses populaires et coopératives de crédit) regroupent tous les services financiers offerts aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises par l'entremise d'un réseau traditionnel de succursales.

Les **services financiers électroniques** couvrent les services offerts aux particuliers, aux entreprises et aux institutions par l'entremise des réseaux de guichets automatiques, des cartes de débit et de crédit, des services bancaires par téléphone et d'Internet.

Les **services de financement des entreprises et des institutions** regroupent les services de financement et d'exploitation à l'intention des institutions et des grandes entreprises, ce qui comprend les prêts consortiaux et le financement du commerce extérieur, des exportations et des projets.

Les **services de gestion de trésorerie et services bancaires d'investissement** : Les services de gestion de trésorerie servent à gérer les fonds des intermédiaires financiers de dépôts proprement dits. Les services bancaires d'investissement englobent les services aux particuliers, aux entreprises et aux institutions, comme le courtage des valeurs mobilières, la gestion de fonds communs de placement, le financement des entreprises et d'autres services d'investissement.

Les **services fiduciaires** regroupent l'ensemble des services fiduciaires ou d'agents, comme la tenue de registres, la garde et l'évaluation du rendement de fiducies personnelles, de caisses de retraite, de placements d'entreprises et d'institutions et de régimes enregistrés collectifs d'épargne-retraite.

## **Les filiales et les succursales ne visent pas les mêmes marchés**

Les filiales de banques étrangères tirent de façon générale la plus grande partie de leur revenu des services bancaires de détail et des services financiers électroniques. Les succursales de banques étrangères ont tendance à insister sur le financement des entreprises et des institutions et sur les services bancaires d'investissement.

On note également des différences dans les activités des filiales étrangères. Certaines des plus grandes filiales fournissent des services dans toutes les gammes d'activités, tandis que d'autres se concentrent sur des produits et services précis (notamment les cartes de crédit, les services bancaires en ligne, les services à faibles frais) ou se rapportent à des segments de la clientèle. Par exemple, plusieurs filiales de petites banques asiatiques se spécialisent dans les services bancaires de détail et courtisent les particuliers grâce aux liens que ceux-ci entretiennent avec le pays d'origine des membres de leur famille ou avec des pays où ils font des affaires.

Les filiales de banques japonaises, françaises et allemandes semblent insister davantage sur le financement des entreprises et des institutions et manifestent un certain intérêt pour les services de gestion de trésorerie et des services bancaires d'investissement. La plupart des filiales américaines qui se spécialisaient dans ces types d'activités ont choisi de se convertir en succursales.

Les banques canadiennes offrent également une large gamme de services. Les plus grandes fournissent habituellement un grand nombre de services, tandis que les plus petites ainsi que les nouvelles se concentrent sur des services ou des secteurs apparentés aux gammes offertes par les banques étrangères.

Les caisses populaires et les coopératives de crédit locales desservent principalement les clients qui recherchent des services bancaires au détail. Cependant, certaines caisses populaires et coopératives de crédit centrales offrent d'autres services, tels que le financement des entreprises et des institutions ainsi que les services de gestion de trésorerie et les services bancaires d'investissement, en particulier à leur réseau d'institutions locales.

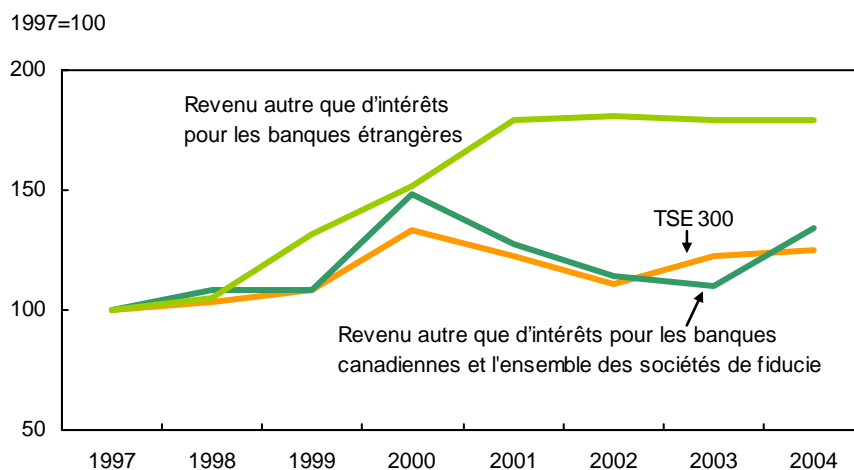
## **Les résultats des banques canadiennes correspondent davantage aux indices boursiers canadiens**

Le revenu net d'intérêts issu des activités des banques canadiennes et des banques étrangères a augmenté au cours de la période de sept ans à l'étude, surtout dans le cas des banques étrangères.

Pour sa part, le revenu autre que d'intérêts produit par les banques étrangères a augmenté de 1997 à 2001, puis s'est stabilisé. Par contre, le revenu autre que d'intérêts des banques canadiennes et des sociétés de fiducie semble avoir suivi une trajectoire semblable à celle des marchés boursiers canadiens entre 1997 et 2004. Il a davantage fluctué et a connu une croissance globale moins élevée que celui des institutions des banques étrangères.

Environ la moitié du revenu autre que d'intérêts du secteur des institutions de dépôts en 2004 provenait du financement des entreprises, de la gestion de trésorerie et des services bancaires d'investissement. Ces services comprennent des activités qui dépendent des marchés boursiers.

## Le revenu autre que d'intérêts des institutions canadiennes de dépôts correspond davantage au marché boursier canadien qu'à celui de leurs homologues étrangers



Source : Statistique Canada, Enquête auprès des intermédiaires financiers de dépôts : banques à charte, sociétés de fiducie, caisses populaires et coopératives de crédit et données modifiées du TSE 300 (indice lissé, 1975=1000), CANSIM, tableau 377-0003.

## Les institutions financières canadiennes se lancent également à l'assaut des marchés mondiaux

Les institutions financières canadiennes se sont également lancées à l'assaut des marchés mondiaux. La part des activités qu'elles mènent à l'étranger a augmenté, tout comme leurs investissements étrangers directs dans d'autres pays.

De 1997 à 2004, la valeur réelle totale des services produits par les banques canadiennes a augmenté à un rythme annuel moyen de 1,8 % au Canada. À l'échelle mondiale, la croissance a été deux fois plus fortes, soit 4,8 %<sup>6</sup>.

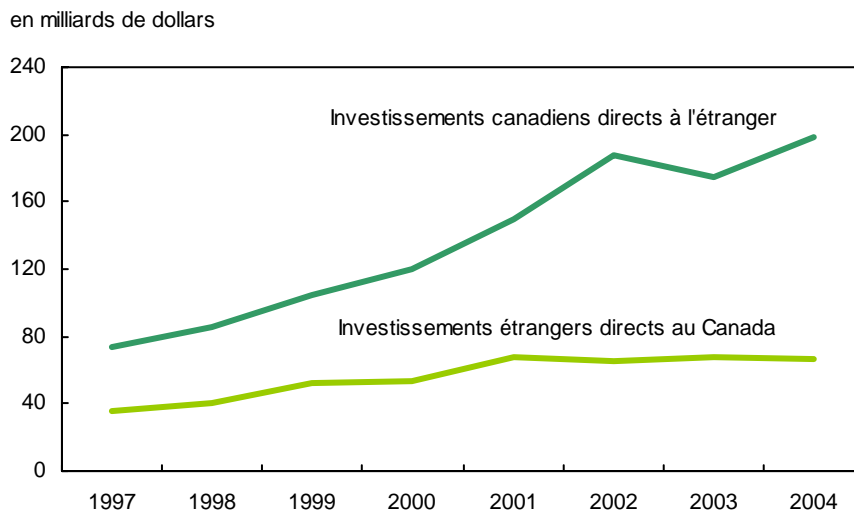
En outre, le secteur plus vaste de la finance et des assurances au Canada détient davantage d'actifs (position de placement direct) à l'étranger que n'en ont les institutions étrangères de ce secteur au Canada. En 2004, le secteur canadien possédait le triple d'actifs étrangers que les investisseurs étrangers dans le même secteur de l'économie au Canada. (Comme nous l'avons déjà mentionné, les intermédiaires financiers de dépôts ont contribué à environ la moitié du PIB global du secteur de la finance et des assurances.)

Les investissements étrangers directs des intervenants du secteur canadien de la finance et des assurances ont augmenté de 15,2 % par année en moyenne de 1997 à 2004, tandis que les investissements directs des investisseurs étrangers dans le secteur canadien de la finance et des assurances se sont accrus à un rythme plus lent de 9,1 % par année.

6. Les données financières consolidées à l'échelle internationale pour les banques canadiennes ont été fournies par le Bureau du surintendant des institutions financières, [www.osfi-bsif.gc.ca](http://www.osfi-bsif.gc.ca) (site consulté le 11 novembre 2005), et ont été utilisées pour calculer la valeur internationale des services produits. L'indice des prix à la consommation a servi à calculer la croissance réelle.

Les investissements directs étrangers dans le secteur canadien de la finance et des assurances ont été touchés au cours de l'histoire par la réglementation relative à la propriété, de même que par les exigences de capital minimum pour l'établissement de nouvelles institutions financières au Canada. Au cours des deux dernières décennies, cette réglementation a évolué pour favoriser une plus grande concurrence des fournisseurs de services financiers étrangers au Canada.

**Les institutions financières canadiennes détiennent davantage d'actifs (position de placement direct) à l'étranger que n'en ont les institutions étrangères de ce secteur au Canada**



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 376-0038, données pour l'industrie des finances et assurances.